

Gelet op het advies van de Raad van State, verleend op 14 mei 2012 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 oktober 1997 betreffende de organisatie en de werking van de werkgroepen bepaald bij het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij 4°, de woorden « humane wetenschappen » schrappen;

2° na het punt 5°, de woorden toevoegen « 6° de groep economische en sociale wetenschappen ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 23 maart 2012.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 mei 2012.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 2025

[2012/203720]

**7 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, modifié par l'arrêté du 23 juin 2006, le décret du 20 juillet 2006, le décret du 19 octobre 2007 et le décret du 17 décembre 2009 et, plus particulièrement, ses articles 6, 8, 11, 13, alinéa 2, et 14, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 septembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 septembre 2011;

Vu l'avis du Conseil des Musées, donné le 12 octobre 2011;

Vu l'avis n° 50.836/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 février 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les articles 1<sup>er</sup>, 2, 5, 6, 7 et 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 portant exécution du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales, le mot « triennal » ou « triennale » est chaque fois remplacé par le mot « quadriennal » ou « quadriennale ».

Dans le même arrêté, aux articles 1<sup>er</sup>, 4 et 5, les mots « 3 ans » ou « trois ans » sont chaque fois remplacés par les mots « quatre ans ».

**Art. 2.** A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Lors de sa demande de renouvellement de reconnaissance, l'institution muséale ou le musée fournit en outre un rapport d'évaluation détaillant ses activités durant la période couverte par la reconnaissance en les mettant en rapport avec le plan pluriannuel stratégique et opérationnel d'optimisation des fonctions muséales définies dans le décret et les moyens financiers et conditions particulières figurant dans la convention signée en vertu de l'article 8 du présent arrêté;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré après l'alinéa 3, devenu alinéa 4 :

« L'Administration donne un avis au Conseil sur le rapport d'évaluation visé à l'alinéa 3 avant l'examen par celui-ci de la demande de renouvellement. »

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 10°, les mots « particulièrement de publics » sont remplacés par les mots « particulièrement aux publics »;

2° au point 15°, après « Disposer », il convient d'ajouter les mots suivants « au moins à mi-temps ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le liminaire, un point « 2° » est ajouté entre « 6, alinéa 1<sup>er</sup> » et « 3° »;

2° au point 6°, après « multilingue », sont ajoutés les mots « orientée vers un public socialement et culturellement diversifié »;

3° au point 7°, après « de l'enseignement supérieur », il convient d'ajouter les mots « et d'un responsable des collections et de leur numérisation diplômé de l'enseignement supérieur. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre 4 est remplacé par « De l'octroi de subventions aux musées reconnus ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, l'intitulé « Section 1<sup>re</sup> - Des subventions annuelles aux musées reconnus » est supprimé.

**Art. 7.** Dans le même arrêté, l'intitulé « Section 2<sup>e</sup> - Des subventions aux institutions muséales reconnues exerçant des activités permanentes de préservation ou de mise en valeur de leur patrimoine » est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre 4/1 - De la reconnaissance et des subventions aux institutions muséales reconnues ».

**Art. 8.** L'article 10 du même arrêté est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. — Pour bénéficier de la reconnaissance prévue à l'article 2, les institutions muséales doivent répondre aux conditions suivantes :

1° indiquer les fonctions muséales qu'elles exercent au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 2° du décret;

2° posséder une collection comprenant des biens culturels mobiliers au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, a) du décret du 11 juillet 2002 relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française;

3° être accessible au public au moins 250 jours par an;

4° fournir un plan des locaux désignant l'affectation de ceux-ci;

5° fournir un organigramme du personnel et des personnes volontaires affectées à l'institution muséale;

6° disposer d'une personne, bénévole ou rémunérée, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience en gestion des collections;

7° développer un plan de collaboration avec d'autres institutions muséales ou musées reconnus »;

**Art. 9.** L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. — § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer aux institutions muséales reconnues une subvention s'élevant à 40 % de leurs dépenses relatives aux activités permanentes de préservation ou de mise en valeur de leur patrimoine, pour autant que cette subvention ne dépasse pas 15.000 EUROS par an.

Les dépenses de personnel des institutions muséales reconnues ne sont pas prises en compte dans le calcul de cette subvention.

Aucune subvention n'est octroyée à une institution muséale pendant l'année civile au cours de laquelle elle a été reconnue pour la première fois par le Ministre.

§ 2. L'institution muséale reconnue introduit une fois par an les documents justificatifs des dépenses relatives aux activités permanentes de préservation ou de mise en valeur de leur patrimoine auprès de l'Administration au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle de la dépense visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 10.** Dans le même arrêté, l'intitulé « Section 3. — Des subventions aux mouvements associatifs qui agissent dans l'intérêt des musées et autres institutions muséales » est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre 4/2. — Des subventions aux mouvements associatifs qui agissent dans l'intérêt des musées et autres institutions muséales ».

**Art. 11.** A l'article 12, § 2, du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé et remplacé par la disposition suivante : « La demande de cette subvention peut être introduite auprès de l'Administration, chaque année, au plus tard le 30 juin. ».

**Art. 12.** A l'article 12, § 2, du même arrêté, il est inséré un alinéa 3 : « Le Conseil donne un avis conformément à l'article 9, § 2, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel ».

**Art. 13.** A l'article 12, § 2, du même arrêté, il est inséré un alinéa 4 : « Le Ministre notifie sa décision et l'avis du Conseil au demandeur par lettre recommandée dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par le Conseil ».

**Art. 14.** Dans le même arrêté, l'intitulé « Section 4. — Des subventions pour la création d'un musée ou d'une institution muséale visés aux articles 4 et 5 du décret - Des subventions pour permettre à une institution de se mettre en conformité avec les exigences requises pour être reconnu(e) en tant que musée ou institution muséale » est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre 4/3. — Des subventions pour la création d'un musée ou d'une institution muséale visés aux articles 4 et 5 du décret - Des subventions permettant à une institution de se mettre en conformité avec les exigences requises pour être reconnue en tant que musée ou institution muséale ».

**Art. 15.** A l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point *b)*, il convient d'ajouter, entre les mots « Disposer » et « d'au moins », les mots : « , dans le cas d'une mise en conformité, »;

2° le point *d)* est remplacé par la disposition suivante : « *d)* établir un plan de développement des fonctions muséales définies dans le décret pour une durée correspondant à la durée sollicitée, pour autant qu'elle n'excède pas le délai maximal fixé par l'article 14 du décret; »;

3° un point *e)* libellé comme suit est ajouté : « *e)* pour la mise en conformité, indiquer la catégorie de reconnaissance qui sera sollicitée ou les fonctions muséales visées à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, du décret qui seront exercées à l'issue de la mise en conformité. »;

4° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant « Les projets de travaux et de frais d'infrastructure éventuellement cités dans la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne relèvent pas du présent décret. ».

**Art. 16.** A l'article 13 du même arrêté, le paragraphe 2 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'institution muséale ou le Musée peuvent introduire leur demande de subvention auprès de l'Administration chaque année, au plus tard le 30 juin.

Le dossier de demande comprend les pièces justificatives de la réunion des conditions énumérées aux articles 10 et 13, § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 17.** A l'article 13 du même arrêté, un paragraphe 3 est ajouté après le paragraphe 2 :

« § 3. Le Conseil donne un avis conformément à l'article 9, § 2, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel. ».

**Art. 18.** A l'article 13 du même arrêté, un paragraphe 4 est ajouté après le paragraphe 3 :

« § 4. Le Ministre notifie sa décision et l'avis du Conseil à la demanderesse par lettre recommandée dans les 60 jours à dater de la réception de l'avis donné par le Conseil ».

**Art. 19.** Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juin 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,  
de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 2025

[2012/203720]

**7 JUNI 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, gewijzigd bij het besluit van 23 juni 2006, het decreet van 20 juli 2006, het decreet van 19 oktober 2007 en het decreet van 17 december 2009 en, meer specifiek, de artikelen 6, 8, 11, 13, tweede lid, en 14, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 september 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 september 2011;

Gelet op het advies van de Raad voor musea, gegeven op 12 oktober 2011;

Gelet op het advies nr. 50.836/4 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de artikelen 1, 2, 5, 6, 7 en 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en betoelaging van de musea en andere museale instellingen, wordt het woord « driejaarlijks » telkens door het woord « vierjaarlijks » vervangen.

In hetzelfde besluit, in de artikelen 1, 4 en 5, worden de woorden « 3 jaar » of « drie jaar » telkens door de woorden « vier jaar » vervangen.

**Art. 2.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een lid, luidend als volgt, tussen het tweede en derde lid ingevoegd :

« Bij haar (zijn) aanvraag om hernieuwing van de erkenning bezorgt de museale instelling of het museum daarenboven een evaluatieverslag waarin haar (zijn) activiteiten gedurende de periode gedekt door de erkenning in verband worden voorgesteld met het strategische en operationeel meerjaarlijkse plan tot optimalisering van de museale functies bedoeld in het decreet en de geldelijke middelen en specifieke voorwaarden opgenomen in de overeenkomst ondertekend krachtens artikel 8 van dit besluit;

2° na het derde lid, dat het vierde lid is geworden, wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« Het Bestuur brengt een advies uit aan de Raad over het evaluatieverslag bedoeld bij het derde lid voorafgaandelijk aan het onderzoek door deze van de aanvraag om hernieuwing. ».

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 10° worden, in de Franse tekst, de woorden « particulièrement de publics » vervangen door de woorden « particulièrement aux publics »;

2° bij punt 15° worden de woorden « over een personeel beschikken dat » vervangen door de woorden « minstens halftijds over een personeel beschikken dat ».

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende bepaling, wordt een punt « 2° » toegevoegd tussen « 6, eerste lid » en « 3° »;

2° bij punt 6° worden de woorden « over een meertalig communicatiebeleid beschikken door het geheel van de informatiemiddelen optimaal te gebruiken » vervangen door de woorden « over een meertalig communicatiebeleid ter bestemming van een sociaal en cultureel gediversifieerd publiek beschikken door het geheel van de informatiemiddelen optimaal te gebruiken »;

3° bij punt 7° na de woorden « met een diploma van het hoger onderwijs » dienen de woorden « en van een verantwoordelijke voor de collecties en hun digitalisering met een diploma van het hoger onderwijs » toegevoegd te worden.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk 4 vervangen door « Toekenning van subsidies aan erkende musea ».

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift « Afdeling 1 - Jaarlijkse subsidies aan erkende musea » geschrapt.

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift « Afdeling 2 - Subsidies aan erkende museale instellingen die permanente activiteiten uitoefenen voor de bewaring of de herwaardering van hun patrimonium » vervangen door het volgende opschrift : « Hoofdstuk 4/1 - Erkenning en subsidies aan erkende museale instellingen ».

**Art. 8.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. - Om de erkenning bedoeld bij artikel 2 te kunnen genieten, moeten de museale instellingen aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de museale functies vermelden die ze uitoefenen in de zin van artikel 1, 2° van het decreet;

2° over een collectie beschikken die roerende culturele goederen bevatten in de zin van artikel 1, § 1, a) van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de roerende culturele goederen en het immaterieel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

3° voor het publiek minstens 250 dagen per jaar toegankelijk zijn;

4° een plan van de lokalen bezorgen met de bestemming van deze;

5° een organogram van het personeel bezorgen en van de vrijwilligers die aangewezen zijn voor de museale instelling;

6° over een vrijwillige of bezoldigde persoon beschikken die houder is van een bekwaamheidsbewijs van het hoger onderwijs en die een ervaring geniet inzake collectiebeheer;

7° een samenwerkingsplan ontwikkelen met andere erkende museale instellingen of musea ».

**Art. 9.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 11. — § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister aan de erkende museale instellingen een subsidie toekennen die 40 % bedraagt van hun uitgaven met betrekking tot de permanente activiteiten voor het behoud of de herwaardering van hun erfgoed, voor zover deze subsidie niet 15.000 euro per jaar overschrijdt.

De uitgaven inzake personeel van de erkende museale instellingen worden niet in acht genomen in de berekening van deze subsidie.

Er wordt geen subsidie aan museale instellingen gedurende het jaar waarin ze voor de eerste keer erkend werd door de Minister.

§ 2. De erkende museale instelling dient een keer per jaar de documenten in die de uitgaven staven met betrekking tot de permanente activiteiten voor het behoud of de herwaardering van hun erfgoed bij het Bestuur ten laatste op 1 maart van het jaar dat volgt het jaar van de uitgave bedoeld bij de eerste paragraaf, eerste lid. ».

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift « Afdeling 3. — Subsidies aan associatieve bewegingen die optreden in het belang van de musea en andere museale instellingen » vervangen door het volgende opschrift : « Hoofdstuk 4/2. — Subsidies aan associatieve bewegingen die optreden in het belang van de musea en andere museale instellingen ».

**Art. 11.** « In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid opgeheven en vervangen door de volgende bepaling : « De aanvraag van deze subsidie kan ieder jaar bij het Bestuur ingediend worden, ten laatste tegen 30 juni. ».

**Art. 12.** In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, wordt een derde lid ingevoegd : « De Raad brengt een advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector. ».

**Art. 13.** In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, wordt een vierde lid ingevoegd : « De Minister geeft kennis van zijn beslissing en van het advies van de Raad aan de aanvrager per aangetekende brief binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van het advies verleend door de Raad. ».

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift « Afdeling 4. — Subsidies voor de oprichting van een museum of een museale instelling bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet - Subsidies die een instelling toelaten zich te schikken naar de vereisten om erkend te worden als museum of museale instelling » vervangen door het volgende opschrift : « Hoofdstuk 4/3. — Subsidies voor de oprichting van een museum of een museale instelling bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet - Subsidies die een instelling toelaten zich te schikken naar de vereisten om erkend te worden als museum of museale instelling ».

**Art. 15.** In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt *b*) worden de woorden « over ten minste een personeelslid beschikken dat » vervangen door de woorden « om een instelling toe te laten zich te schikken naar de vereisten, over ten minste een personeelslid beschikken dat »;

2° punt *d*) wordt door de volgende bepaling vervangen : « *d*) een ontwikkelingsplan opstellen van de museale functies bepaald in het decreet voor een duur die overeenstemt met de aangevraagde duur, voor zover deze niet meer bedraagt dan de maximale termijn bepaald door artikel 14 van het decreet; »;

3° er wordt een punt *e*) toegevoegd, luidend als volgt : « *e*) om een instelling toe te laten zich te schikken naar de vereisten, de categorie vermelden van de erkenning die aangevraagd zal worden of de museale functies bedoeld bij artikel 1, 2°, van het decreet die na het in overeenstemming brengen uitgeoefend zullen worden. »;

4° het tweede lid wordt door het volgende lid vervangen : « De ontwerpen van werken en infrastructuuruitgaven die mogelijk opgenomen worden in de aanvraag bedoeld bij het eerste lid vallen niet onder de toepassing van dit decreet. ».

**Art. 16.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 opgeheven en door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. De museale instelling of het museum kunnen hun aanvraag om subsidie bij het Bestuur elk jaar, ten laatste tegen 30 juni, indienen.

Het dossier van de aanvraag bevat de stukken van de vergadering ter verantwoording van de voorwaarden opgenomen in de artikelen 10 en 13, § 1. ».

**Art. 17.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt een derde paragraaf toegevoegd na de tweede paragraaf :

« § 3. De Raad brengt een advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector. ».

**Art. 18.** In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt een vierde paragraaf toegevoegd na paragraaf 3 :

« § 4. De Minister geeft kennis van zijn beslissing en het advies van de Raad aan de aanvrager via een aangetekende brief binnen de zestig dagen vanaf de ontvangst van het advies verleend door de Raad. ».

**Art. 19.** De Minister tot wier bevoegdheid Cultuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juni 2012.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 2026

[2012/203731]

**7 JUN 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le plan communautaire opérationnel de promotion de la santé au sein de la Communauté française du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 30 juin 2013**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, tel que modifié;